

me d'Etat », nous avons eu à lutter contre une conception complètement idiote (la seule qu'on nous a opposée) consistant à identifier exploitation et capitalisme, à nier les différences entre le régime russe et les sociétés capitalistes traditionnelles, à affirmer qu'en Russie l'Etat était devenu patron et que tout le reste reproduisait exactement le capitalisme connu, etc., etc. Nous avons été obligés de répondre à ces absurdités en soulignant constamment les énormes différences qui opposent le régime russe à une société capitaliste du type traditionnel. Rien de ce que nous avons dit sous ce rapport n'était faux ; mais notre analyse d'alors était incontestablement insuffisante, dans la mesure où elle n'était pas intégrée dans une conception générale de l'évolution de l'économie et de la société moderne. Nous avons fait cet élargissement de nos conceptions non pas aujourd'hui, mais déjà en mars 1948 et le camarade Marc doit se souvenir d'un exposé de Chaulieu de cette époque, pendant les conférences communes des groupes de gauche à la Mutualité, où l'essentiel de notre conception actuelle était déjà donné, conception qui, d'ailleurs, fut formulée également dans les textes publiés par nous dans le P.C.I. dès mars 1948, que le camarade Marc doit connaître également. Pour résumer d'une manière concise cette conception, il faut dire que le capitalisme bureaucratique représente la continuation du capitalisme traditionnel en tant qu'il pousse à sa limite la tendance vers la concentration totale du capital et l'exploitation sans bornes du prolétariat et qu'il continue à développer actuellement les prémisses de la révolution socialiste, mais qu'à part ceci, sur tous les autres points, il représente exactement l'opposé, l'antithèse complète du capitalisme (structure de la classe dominante, lois économiques, etc.). De plus, il est complètement faux de dire qu'actuellement la société russe est identique à la société américaine et que la guerre sera simplement la guerre de deux blocs capitalistes. Les U.S.A. sont loin derrière l'U.R.S.S. en ce qui concerne la concentration du capital et les différences sociologiques des deux régimes sont un facteur qui influe puissamment sur le caractère et les modalités de la guerre à venir.

Enfin le camarade Camille, du groupe bordiguiste français, et un autre camarade du même groupe, soulèvent la question du parti révolutionnaire — question relativement étrangère à la discussion — soutenant qu'il existe sur ce point des contradictions entre l'article « Socialisme ou Barbarie » et la résolution publiée dans le N° 2 ; ils nous critiquent parce que nous abandonnons la conception de Lénine sur la conscience de classe du prolétariat, expliquant d'ailleurs que cette conception de Lénine n'est pas essentielle pour le léninisme, se déclarant en gros d'accord avec la résolution sur le parti du N° 2 (laquelle, soit dit en passant, réfute longuement la dite conception de Lénine), insistent sur le fait que sans les intellectuels le prolétariat ne peut pas accéder à une conscience révolutionnaire, et pour finir nous accusent d'être des intellectuels.

Chaulieu répond qu'entre l'article « Socialisme ou Barbarie » et la résolution du N° 2, il n'y a aucune contradiction ; l'article « Socialisme ou Barbarie » reconnaît la nécessité du parti révolutionnaire, mais ne la concrétise pas, et ceci parce qu'à l'époque, notre groupe n'avait pas encore suffisamment discuté de cette question. Pour le reste, il entreprend une longue réponse, dont le contenu se ramène à une invitation aux camarades bordiguistes à se mettre d'accord avec eux-mêmes.

Guillaume intervient à la suite et son intervention provoque une polémique violente qui se termine dans une certaine confusion.

Cette deuxième réunion de lecteurs a marqué certainement un progrès sur la première, aussi bien du point de vue de la composition de l'auditoire

que du contenu de la discussion. N'avaient été les interventions des deux camarades bordiguistes à la fin, la discussion aurait été centrée autour de son sujet ; de toute façon, elle a été féconde et nous a permis d'avancer dans la compréhension de problèmes que se posent les camarades qui suivent notre effort. Mais il reste encore beaucoup à faire, aussi bien du point de vue de l'organisation technique des réunions (dates de réunions fixes et connues à l'avance, sujet défini, discipline dans la discussion) que du point de vue du contenu : il faut arriver à ce que ces réunions soient des véritables séances de collaboration avec les lecteurs et qu'elles démontrent la nécessité d'un travail politique organisé.

PLAN DE TRAVAIL ET ELABORATION DU PROGRAMME

Le 17 juillet, la réunion du groupe fut consacrée toute la journée à la discussion d'un plan de travail pour 1949-1950, à partir de l'idée de l'élaboration d'un programme comme axe principal de ce travail.

On se souvient que la réunion du 10 avril, au cours de laquelle le groupe a adopté sa position actuelle sur le problème du Parti révolutionnaire et de sa construction (1) avait fixé comme tâche essentielle du groupe sur le plan politique la définition et l'élaboration d'un programme politique. La réunion du 17 juillet était destinée à concrétiser cette tâche et à la lier à l'ensemble de nos activités par un plan de travail rationnel.

Le rapport des camarades Guillaume et Chaulieu, qui servit de base à la discussion, montrait d'abord la liaison immédiate qui existe entre la tâche de construction d'une organisation révolutionnaire et celle de l'élaboration d'un programme. Le programme révolutionnaire est l'expression sur le plan universel des objectifs historiques du prolétariat et des moyens qui conduisent à la réalisation de ces objectifs. En définissant son programme, l'organisation révolutionnaire se définit elle-même et se donne un moyen tranchant de concrétiser son idéologie aux yeux de l'avant-garde et de se délimiter clairement par rapport aux courants opportunistes ou confusionnistes qui existent dans la classe. Dans ce sens, et au même titre que le parti révolutionnaire, le programme est une nécessité permanente pour la lutte de classes.

A la question si les conditions actuellement existent pour l'élaboration d'un programme révolutionnaire, on ne peut répondre que par l'affirmative. Toute l'expérience objective de la bureaucratisation de la société et du mouvement ouvrier est là depuis trente ans et attend d'être correctement formulée et systématisée. Ce serait revenir à des positions que nous avons formellement condamnées lorsque nous avons discuté la question du parti que d'adopter, sur ce problème crucial, des positions opportunistes face à la « spontanéité » de la classe, et de croire que celle-ci, dans son ensemble ou par des organismes partiels de lutte, créera des positions programmatiques que nous n'aurons qu'à adopter. Non seulement l'évolution idéologique de la classe est fonction d'une interaction constante entre celle-ci et l'avant-garde organisée, mais encore celle-ci n'arrive à des positions programmatiques révolutionnaires d'ensemble — qui, d'ailleurs, ne sont ni systématisées, ni théorisées — que lors même de la phase révolutionnaire ; mais jusqu'alors, l'organisation révolutionnaire ne peut pas exister sans positions programmatiques, car celles-là seules sont la garantie de son homogénéité et de sa stabilité politique. S'il n'y avait que « l'expérience concrète » de la

(1) Voir *Socialisme ou Barbarie*, N° 2, pp. 94-107.

classe qui pouvait définir un programme, alors ce programme ne pourrait jamais exister, car le parti vivrait toujours entre une expérience, revue, nécessairement dépassée, et une expérience à venir inconnue et inutilisable. Mais le parti est précisément l'organisme qui peut, de l'expérience du passé, dégager les tendances de l'avenir et qui, sur ce point aussi, constitue une anticipation historique indispensable. En définitive, exactement les mêmes raisons qui nous font définir la période allant d'ici la guerre comme la période de la construction de l'organisation révolutionnaire, nous permettent d'affirmer la possibilité d'élaborer le programme de la révolution, car, sans cette élaboration, il est inutile de parler de construction du parti.

Il serait vain de discuter dès maintenant sur le degré de concrétisation auquel nous pourrions arriver lors de cette élaboration. Il y a des problèmes — concernant essentiellement les objectifs de la révolution — auxquels notre élaboration théorique et l'expérience déjà existante du mouvement nous permettent de répondre avec une grande précision, et d'autres — spécialement des questions de formes d'organisation — pour lesquelles l'expérience vivante des luttes à venir sera un élément de réponse indispensable. Mais la délimitation des unes et des autres ne pourra se faire qu'au cours même de cette élaboration.

La place ne nous permet pas de reproduire ici la discussion qui suivit et qui a abouti à l'accord de presque tous les camarades présents sur les conceptions défendues dans le rapport.

Voici le schéma général qui fut adopté comme base des travaux autour de la question du programme :

— La conception de ce qu'est un programme révolutionnaire.

— Une introduction historique et critique (les principaux programmes révolutionnaires — leur liaison avec l'époque pendant laquelle ils furent formulés — leur contenu comme expression des problèmes que se posait le mouvement révolutionnaire à l'époque donnée — valeur actuelle de leur contenu).

— L'analyse objective de la société moderne et du prolétariat.

— Le programme de la révolution socialiste, ou programme du pouvoir ouvrier. En opposition avec les programmes classiques du passé qui, sur ce point, se limitaient à quelques généralités, nous devons aujourd'hui aborder d'une façon beaucoup plus concrète et détaillée la question des mesures fondamentales du pouvoir ouvrier et des bases de fonctionnement de la dictature du prolétariat. Ceci non seulement parce que l'expérience nous permet aujourd'hui d'aller beaucoup plus loin dans ce chapitre, mais surtout parce que l'idée du socialisme est devenue source de mystifications qu'il nous est indispensable de dissiper. L'élaboration de ce chapitre comprend surtout les points suivants :

a) L'économie socialiste :

La gestion de la production, à l'échelle de l'usine, à l'échelle centrale. La gestion de la production agricole.

La répartition, comprenant la question de la rémunération du travail, la question du rythme du travail et la question de la diminution du temps de travail.

Le rythme de l'accumulation, c'est-à-dire le rapport entre production de moyens de production et production de moyens de consommation sous l'angle des intérêts du prolétariat et de la construction de la société communiste.

b) La dictature du prolétariat :

Le pouvoir soviétique — centralisation et décentralisation — l'armement du prolétariat — la participation des couches non prolétariennes à la vie politique — rapports de la dictature et de la démocratie.

c) La culture socialiste :

Bien que ce soit là le point sur lequel l'anticipation sur l'évolution concrète de l'histoire soit le moins possible, il est nécessaire de tracer le cadre général dans lequel pourront trouver leur solution des problèmes fondamentaux pour la vie économique et politique de la société prolétarienne, comme le problème de la famille et de l'enfance, le problème de l'éducation et celui de la confrontation des différents courants idéologiques :

— Le programme de la lutte révolutionnaire :

Classe, avant-garde et parti révolutionnaire.

Lutte immédiate et lutte révolutionnaire (problème des rapports entre la lutte quotidienne des masses contre l'exploitation et la lutte pour le pouvoir ouvrier).

Les revendications économiques :

La question des salaires (niveau et formes de salaire).

Le rythme de la production.

Le chômage.

Les formes d'organisation pour les luttes « revendicatives » :

Syndicats. Comités autonomes.

Les revendications « gestionnaires » — comités d'entreprises, etc.

La question de l'Etat, évolution et caractère de l'Etat moderne.

Les revendications politiques. Les « droits démocratiques ». Le parlementarisme.

La question du Front Unique.

Le problème agraire. Evolution et rôle de la paysannerie, les revendications agraires.

La question nationale et coloniale.

Les mots d'ordre de transition :

L'armement du prolétariat.

Le contrôle ouvrier.

Le gouvernement des comités.

La procédure qui va être suivie comprend trois étapes :

a) Rédaction d'un projet provisoire pour l'ensemble du programme. La discussion de ce projet commencera au courant du mois d'octobre.

b) Le travail détaillé et approfondi sur tous les points particuliers mentionnés dans le schéma (travail qui peut amener à modifier ou à rejeter les conclusions du projet provisoire). Les résultats de ce travail seront publiés au fur et à mesure. On a choisi les points suivants comme premiers sujets de travail :

1. L'économie socialiste.

2. Syndicats et comités autonomes.

3. Classe, avant-garde et parti révolutionnaire.

4. L'armement du prolétariat.

5. Les revendications économiques.

6. La question nationale et coloniale.

c) Ce n'est qu'après la fin de cette étude, point par point, que l'on pourra passer à l'élaboration de l'ensemble du programme définitif.

Voici, d'autre part, le plan de travail qui fut adopté pour les neuf mois allant d'octobre 1949 à juillet 1950.

Cette planification de notre travail repose sur des conditions préalables ;

sans celles-ci, toute planification est impossible et utopique. Ces conditions sont :

1° Un temps minimum que chaque militant consacre au travail du groupe. Nous avons considéré, en tenant compte des facteurs essentiels, que chaque militant devait, en l'occurrence, donner dans l'ensemble au groupe environ l'équivalent de quatre soirées par semaine.

2° Des ressources matérielles suffisantes ; cela signifie un équilibre entre les ressources et les besoins à satisfaire.

3° Une organisation rationnelle du travail et la création d'un appareil matériel et organisationnel.

En plus de ces conditions matérielles, il y a évidemment les conditions de fond qui sont la qualité du travail que les militants offrent au groupe et le contenu politique de ce travail.

I. — Réunions du groupe.

Ces réunions devront se tenir une fois par semaine. Leur contenu sera alternativement : une réunion d'éducation, une réunion politique.

1. Les réunions d'éducation :

a) Une fois tous les deux mois au minimum, elles devront avoir comme objet la discussion et l'approfondissement du contenu de la Revue. Ceci signifie cinq réunions de ce genre pour la période de neuf mois.

b) Les autres quinze réunions devront être consacrées à une série d'exposés éducatifs.

Le sujet de ces exposés pour l'année en cours sera l'œuvre de Lénine. Chaque exposé concernera une période délimitée de l'histoire du mouvement ouvrier en Russie ou un problème spécifique et partira de l'analyse des écrits de Lénine pendant cette période ou concernant ce problème. Le programme résumé de la série des exposés sera donné au prochain numéro. La tâche de rapporteur sera non seulement de donner le contenu essentiel des textes, mais de rapporter ce contenu à l'époque concrète dans laquelle s'est développé le léninisme, de rendre compte de l'évolution du problème survenue depuis, d'examiner la portée et la signification des réponses que le léninisme a données, la mesure dans laquelle ces réponses exprimaient une situation sociale et historique spécifique et la mesure dans laquelle elles restent valables. Il est supposé que les camarades participant à ces réunions feront aussi de leur côté un effort, ne serait-ce que partiel, d'étude des ouvrages en question, et que de cette manière une discussion féconde pourra avoir lieu.

Ces réunions se tiendront à la Mutualité et seront ouvertes à tous les camarades qui s'y intéressent.

2. Les réunions politiques courantes auront comme sujet, alternativement ou cumulativement : la discussion de la situation courante, les points de programme au fur et à mesure qu'ils viennent en discussion, nos rapports avec d'autres courants.

3. Au début des réunions hebdomadaires, il faudra consacrer 45 minutes pour l'expédition des questions pratiques courantes.

II. — Réunions publiques.

a) Les réunions des lecteurs sont à maintenir au rythme prévu (une après chaque numéro). Leur contenu doit être à nouveau étudié.

b) La possibilité d'un cercle ouvrier, même très limité à Puteaux ou ailleurs est à étudier, en fonction du développement de notre influence.

c) Dans la mesure où des camarades sympathisants ou militants du groupe en sentiront le besoin, un groupe d'études devra fonctionner une fois tous les quinze jours.

III. — Les brochures.

Étant donné le caractère relativement « difficile » de la Revue, qui ne

doit pas changer sous ce rapport, nous avons besoin d'un matériel de propagande et de vulgarisation que la Revue ne constitue pas et ne peut pas constituer. Ce rôle ne peut être rempli que par des brochures extrêmement simples, devant être comprises par des gens qui ont un minimum d'éducation, et courtes.

Ces brochures de propagande et d'éducation devront paraître au rythme d'une fois tous les deux ou trois mois et avoir au maximum 64 pages.

Les premiers sujets de ces brochures seront :

L'ouvrier dans le régime bureaucratique.

Qu'est-ce que la Russie ?

Les syndicats à notre époque.

L'économie socialiste.

L'exploitation capitaliste.

Russie et Amérique.

La guerre et les ouvriers.

Le parti prolétarien.

IV. — La Revue.

Le rythme de la Revue doit être maintenu bimestriel, avec la perspective de passer au printemps 1950 à un rythme mensuel, si cela s'avère possible du point de vue des finances, de la rédaction et de la diffusion.

Le contenu de la Revue, non seulement doit être constamment politisé — il est par exemple inouï que dans les trois premiers numéros il n'y a presque rien sur la lutte des classes en France — mais il faut qu'il reflète à la fois notre travail sur le programme — évidemment sous une forme appropriée — et la vie concrète du groupe.

V. — L'organisation des liaisons.

Ce secteur doit être organisé collectivement et l'activité dans cette direction doit se trouver sous le contrôle du groupe, contrôle s'exerçant aussi bien sur le plan organisationnel que sur le plan politique. Dans le temps des militants, le temps nécessaire pour l'accomplissement sérieux de ce travail doit être prévu.

VI. — Comité responsable.

Une réunion hebdomadaire à jour fixe doit être définie et le travail interne du C. R., aussi bien organisationnel que politique, doit être également planifié.

VII. — Les contacts avec d'autres groupes.

Enfin, le plan doit prévoir un temps nécessaire pour la préparation des réunions avec d'autres groupes et pour ces réunions elles-mêmes.

En résumé, nous devons nous fixer les objectifs pour l'ensemble de l'année à venir et élaborer déjà un calendrier pour le premier trimestre, allant jusqu'à décembre. Cette planification et ce calendrier, faut-il le répéter, ne sont pas des plans rigides devant être exécutés à une seconde près, mais des normes que nous pourrions et devons revoir au fur et à mesure que leur réalisation et l'évolution de la situation nous donnera davantage d'éléments d'appréciation.

Cette planification ne promet pas des miracles et ne peut pas en donner. Elle n'est qu'une forme pour coordonner une activité collective, pour la mettre en face de ces objectifs, pour résoudre la contradiction entre nos tâches infinies et nos forces limitées par l'ordination des objectifs, leur enchaînement logique, leur choix adéquat et l'élargissement de nos propres forces. Dans ce sens, elle ne résout rien par elle-même et sa signification sera ce que nous en ferons.